

**L'activité professionnelle des jeunes à Bamako: Une opportunité de formation qualifiante ou une entrave à la promotion sociale?**

Abdoul Wahab Dieng, Tiéman Coulibaly, avec la collaboration de Claudine Sauvain-Dugerdil

Les jeunes maliens sont-ils, de plus en plus dans un état de vacuum social? On serait tenté de répondre à l'affirmative en tenant compte des désavantages que procure leur environnement. En particulier, l'école ne joue plus son rôle d'ascenseur social et voit son image se ternir à cause de la détérioration de sa qualité et de son inadéquation avec le marché du travail. Les diplômés chôment. Les enseignants sont majoritairement composés de contractuels démotivés et mal formés, les effectifs explosent avec les systèmes de classes multigrades / double-flux. Les familles restent impuissantes face à des coûts de scolarisation de plus en plus onéreux. L'Etat et ses partenaires font certes de nombreux efforts pour rehausser le taux de scolarisation au Mali, mais ils n'ont pas encore réussi à endiguer le problème des abandons scolaires et la question de la qualification des jeunes pour leur intégration socio-économique.

L'objectif de notre étude est d'analyser les trajectoires de formation et d'activités des jeunes, dans le but de réfléchir sur les motivations objectives et subjectives qui poussent ceux-ci à quitter l'école pour une activité professionnelle. Dans une perspective de genre, il s'agira en particulier, de mettre en évidence les conditions favorables à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes hommes et femmes et les facteurs qui, au contraire, constituent de véritables obstacles. Il s'agit de répondre en particulier aux questions suivantes:

- Dans un contexte de transformation des comportements et de quête d'une valorisation individuelle, qui sont les jeunes n'ont pas accès ou qui quittent l'école pour le travail? Quelle place occupe l'acquisition d'une rémunération en tant que salaire dans la trajectoire des jeunes?
- Sommes-nous en train d'aller vers une "société alternative des jeunes", autrement dit, qui affirme leur détermination à prendre en main leur destin en mettant sur pied de nouvelles pratiques, plus individualisées ?

**Données et méthodes**

Ce travail se base sur les données biographiques de l'enquête de base du « Chantier Jeunes »<sup>1</sup>, notamment sur les trajectoires d'activités, ainsi que d'entretiens qualitatifs auprès de jeunes et des acteurs locaux, réalisés en 2006 et 2007. L'étude des séquences de vie des jeunes maliens se fera avec la technique dite « optimal matching » ou d'appariement optimal. Cette technique repose sur des principes assez simples et peut être adaptée aux exigences théoriques de l'analyse. Elle permet de comparer des séquences sans présumer de relations de cause à effet et d'étudier le degré de similarité de ces séquences, donc d'évaluer leur proximité. Nous avons fait recours à l'analyse de survie pour traiter certaines questions et de techniques simples pour décrire parfois la situation de certaines catégories de jeunes.

---

<sup>1</sup> Partenariat de recherche entre le laboratoire de démographie de l'université de Genève et l'université de Bamako. La phase actuelle du projet est insérée dans le partenariat de recherche entre chercheurs du nord et chercheurs du sud, avec le financement de la DDC et du FNS de la requête N° 107013 - 109843

## **Scolarisation et formation professionnelle entre logiques étatiques et logiques individuelles**

En Afrique subsaharienne en général, les systèmes éducatifs subissent actuellement de plein fouet les effets inconfortables de la crise conjoncturelle de leurs économies. Les exigences de la compétitivité internationale, la rareté des ressources locales et la précarisation des conditions de vie de la population ont eu un impact réel sur les choix en matière de formation et sur les possibilités d'insertion dans le marché du travail. Pour la plupart des observateurs, c'est bien de la détérioration de la qualité de l'école dont il s'agit et donc de la mise en cause d'un apprentissage réussi. La déclaration de Dakar sur l'Education Pour Tous (EPT) avait déjà recommandé de "répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante". Intervenu au moment où les différents gouvernements élaborent les stratégies de réduction de la pauvreté, ce troisième objectif de la rencontre de Dakar pose les jalons de la réflexion sur le développement des compétences professionnelles des jeunes. Il s'agit en plus des efforts consentis pour l'inscription à l'école primaire, de fournir aux jeunes une formation qualifiante adaptée, notamment au profit de ceux qui ont des ressources limitées. Le choix entre l'école et le travail dans un contexte de pauvreté constitue un véritable dilemme ou un simple choix difficile pour les jeunes et pour leurs parents affaiblis par la crise multiforme.

Malgré les résultats encourageants du PRODEC en faveur de la scolarisation des filles et du rehaussement du taux de scolarisation du Mali en général ces dernières années, de nombreux jeunes continuent d'être privés d'école ou quittent celle-ci sans y avoir acquis les compétences nécessaires pouvant leur garantir un futur professionnel. Ainsi, le slogan "un village, une école et/ou un CED" développé par l'ancien président Alpha Oumar Konaré, a permis de repenser le cadre de l'éducation non formel. La formation professionnelle bénéficie alors d'une attention particulière pour les autorités qui, avec l'aide de leurs partenaires internationaux, ont mis sur pied le projet de consolidation de la formation professionnelle articulé autour de trois volets:

- la formation professionnelle initiale
- un fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA)
- et un observatoire de l'emploi et de la formation.

Une étude du ministère de l'économie et des finances en collaboration avec le ministère de l'emploi et de la formation professionnelle (République du Mali, 2003), met l'accent sur la faiblesse de l'employabilité des jeunes et d'une déficience de l'apprentissage. Pour cette étude, dans un pays comme le Mali, caractérisé par une économie urbaine fragile et surtout non structurée, l'acquisition de compétences professionnelles se fait beaucoup plus par l'apprentissage. Efficace et adaptée aux possibilités économiques des populations défavorisées, cette forme de formation suscite pourtant de nombreuses critiques liées à son caractère non ou peu structuré; mais surtout au fait qu'elle peut constituer un facteur perturbant de la scolarisation (Konaté & al., 2003). L'accès à l'emploi au Mali reste notamment problématique dans un environnement économique où les jeunes manquent de qualifications et ont peu de perspectives. L'école ne joue plus son rôle d'ascenseur social et subit de plein fouet les effets de la détérioration de sa *qualité* manifestée à travers la baisse de niveau, la massification et surtout l'inadaptabilité des programmes avec le marché de travail dont le chômage des diplômés en est un indicateur tangible. L'apprentissage résulte souvent davantage d'un processus d'auto formation, très peu dirigé, plutôt que d'un véritable transfert de techniques, qui de surcroît ont elles-mêmes parfois besoin d'évoluer. Finalement l'apprentissage, tel qu'il est pratiqué dans le secteur informel et l'artisanat, semble être un

vecteur de formation mais qui, faute d'organisation et d'appui, reste dans un cadre peu favorable au progrès des compétences et à la multiplication des activités. C'est sur cet aspect que portent les nombreuses critiques qui admettent les dangers de la formation dans l'informel et surtout de son influence sur la scolarisation des jeunes.

En effet, pour le BIT, c'est plutôt l'école qui n'a pas su établir à temps une relation constructive avec le secteur informel qui constitue un volet important de l'économie. Qui plus est "une des raisons de cette négligence des éducateurs tient peut-être à la faiblesse historique des relations entre école – emploi" (IIEP, 2004)<sup>2</sup>. Le concept de développement des compétences notamment quand il s'applique aux groupes moins privilégiés, s'adresse aussi à des participants du secteur informel tels que les apprentis. L'enseignement et la formation doivent être adaptés aux besoins de ces jeunes et doivent déboucher sur un système de certification qui règle le problème de la qualification. Le Mali, par le biais de sa chambre des métiers reconnais maintenant six niveaux de compétences.

Plusieurs études nationales sur l'insertion des diplômés du système éducatif ont montré que les diplômés rencontrent d'énormes difficultés d'insertion. Ainsi en 1995, 18 mois après leur sortie, seulement 22% des diplômés de l'enseignement technique et professionnel avaient obtenu un emploi. De façon générale au Mali, le rythme de placement d'une cohorte des diplômés est de l'ordre de 15%. On constate de ce point de vue des décalages notables qui font, qu'aujourd'hui, on assiste au paradoxe d'une économie insuffisamment satisfaite en qualifications adéquates qui coexiste avec un important chômage de jeunes diplômés. Or il paraît assez évident que les possibilités d'insertion des jeunes, notamment en milieu urbain se situent dans le secteur informel, négligé par les politiques formatives en vigueur. Ce secteur devrait alors bénéficier d'une reconnaissance plus grande de nos jours, au regard des proportions de jeunes qui y sont pour se former ou simplement pour travailler.

Le Mali après avoir adhéré au cadre d'action de la conférence de Jomtien en 1990, a réaffirmé son intention de contribuer à l'amélioration de la formation formelle et non formelle des jeunes en signant la déclaration de Dakar dix ans plus tard. Cependant, le niveau de la pauvreté tant en milieu rural qu'en milieu urbain ainsi que les difficultés économiques nationales, ont participé à la construction de catégories sociales défavorisées et quasiment exclues du système à savoir (Unesco, 2004)<sup>3</sup>:

- les jeunes qui n'ont jamais été scolarisés
- ceux qui ont abandonné, en général avant de terminer le primaire ou dès les premières années du secondaire
- et ceux qui ont quelques connaissances de base, mais qui ont un réel besoin de formation professionnelle.

Au terme de la première phase du CSLP<sup>4</sup>, le Mali s'est lancé à la fin de 2006 dans un nouveau cadre stratégique dit pour la Croissance de la Réduction de la pauvreté afin de mieux impulser le développement socioéconomique profitable à la population.

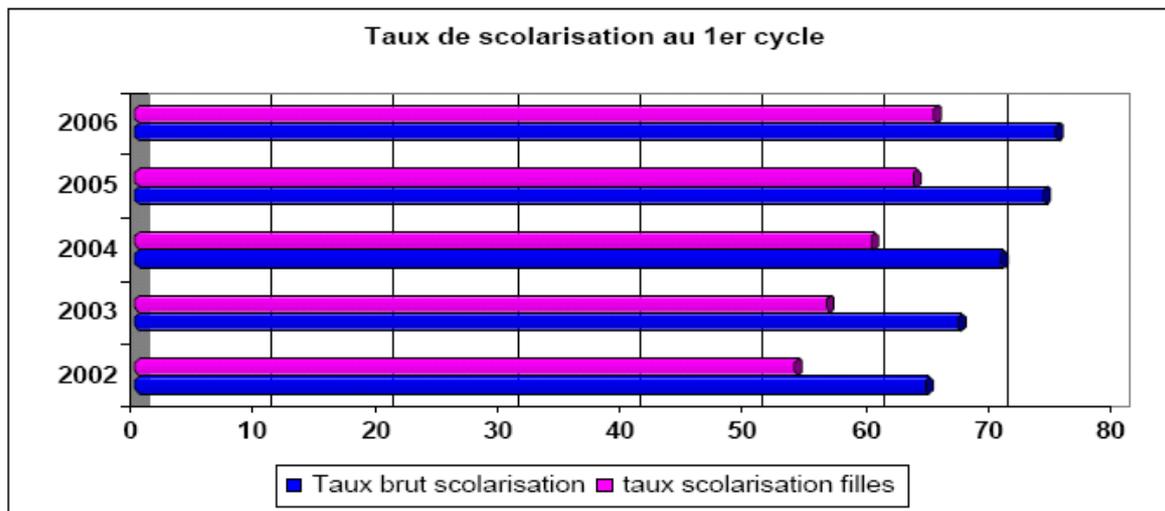
---

<sup>2</sup> Institut International de Planification de l'éducation (IIEP), Promouvoir le développement des compétences, Rapport séminaire interrégional sur: Contribution à la conception et à la mise en œuvre de plans de développement des compétences pour l'éducation pour tous: développer les compétences pour répondre aux besoins éducatifs des exclus. Paris, 2004

<sup>3</sup> UNESCO, Promouvoir le développement des compétences, Rapport du séminaire interrégional Contribution à la conception et à la mise en œuvre de plans de développement des compétences pour l'éducation pour tous: développer des compétences pour répondre aux besoins éducatifs des exclus, Paris, 22-23 janvier 2004

<sup>4</sup> Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté

Au niveau social, des avancées quantitatives notables ont été constatées notamment dans les domaines de l'accès à l'eau potable, de la santé et de l'éducation, malgré les manquements au niveau qualitatif. Au niveau de l'éducation, la fin en 2005 de la phase 1 du Programme d'Investissement du Secteur de l'Education (PISE) fortement soutenu par les bailleurs extérieurs a permis de constater un certain nombre de résultats encourageants mais indiquant encore des insuffisances dans le contexte malien. En effet, d'après le rapport du PNUD sur la situation économique et sociale du Mali en 2006 (Pnud, 2007)<sup>5</sup>, "le taux brut de scolarisation a progressé de 10 points entre 2002 et 2006" et se situe à 75%. Le budget alloué au secteur de l'éducation passe de 13% des recettes de l'Etat en 1995 à 21% en 2006. La promotion de l'inscription des filles à l'école a également été satisfaisante et peut se voir à travers le graphique suivant du rapport précité:



Sources : CPS Education

En revanche, ce rehaussement produit une massification de l'école et un manque d'infrastructures d'accueil suffisantes. Dans le cas de l'enseignement fondamental, le ratio maître / élève est resté stable depuis 2002 autour de 57 et le taux de redoublement de 17% contre un objectif de 15% en 2006. Les effectifs du premier cycle de l'enseignement fondamental ont doublé entre 1996 et 2005, allant de 785195 à 1505903 élèves; alors qu'ils ont triplé au niveau du second cycle du fondamental (108115 élèves en 1996-1997 à 317009 en 2004-2005) soit un accroissement de 14% (UNESCO, 2006)<sup>6</sup>. Ce rapport mentionne que "La part des établissements publics est restée stable (85 % des effectifs scolarisés environ), alors que celle des établissements privés a augmenté : de 6 % des effectifs scolarisés en 1996-1997, on est passé à 11 % en 2004-05. Cette évolution s'est faite au détriment des medersas, les écoles communautaires conservant un poids extrêmement faible (moins de 1 % des effectifs scolarisés en 2004-05)".

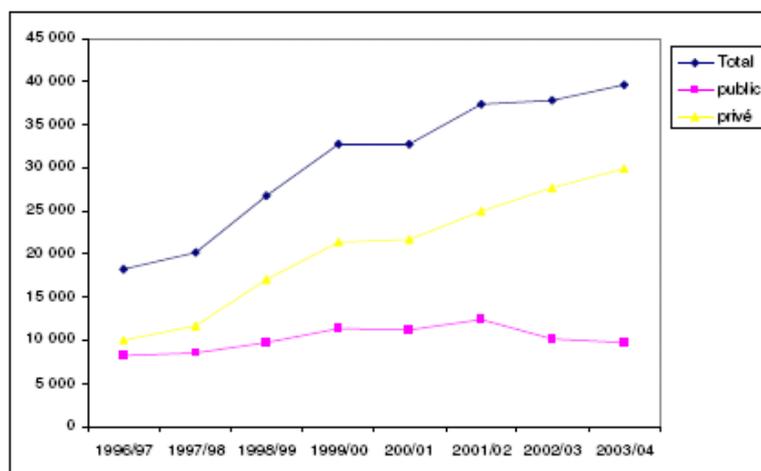
Au niveau de l'enseignement secondaire, l'évolution des effectifs suit une croissance annuelle de 8%, assez intense à la fin des années 90 et au début des années 2000, mais diminue par la suite. Ce maillon du secteur éducatif est marqué par la croissance des établissements privés au détriment du public, du fait de l'orientation des élèves vers les premiers Les privés secondaires sont passés de 9 à 72 alors les publics n'ont cru que de 34 à 39 entre 1999 et 2004.

<sup>5</sup> PNUD – Mali, Analyse de la situation économique et sociale du Mali en 2006, Bamako, juin 2007

<sup>6</sup> UNESCO-BREDA, Eléments de diagnostic du système éducatif malien. Le besoin d'une politique éducative nouvelle pour l'atteinte des objectifs du millénaire et la réduction de la pauvreté, janvier 2006

Au niveau de l'enseignement technique et professionnel, on peut constater la part importante du privé à côté du public qui a plutôt tendance à stagner depuis le début des années 2000 alors que 75% des scolarisés dans ce type d'enseignement sont au niveau du privé. Le graphique suivant du bilan diagnostic de l'UNESCO-BREDA en donne une bonne illustration:

Graphique II.2 : Evolution des effectifs de l'enseignement technique, 1996-97 à 2003-04



**Source:** UNESCO-BREDA. 2006

Un autre pan du système éducatif malien constitué par l'éducation non formelle a pour objectif d'œuvrer pour la prise en charge de la formation des jeunes non scolarisés ou déscolarisés. Elle se réalise à travers les centres d'alphabétisation fonctionnelle (CAF), les centres d'études pour le développement (CED) et les centres d'alphabétisation féminins (CAFE). Leurs effectifs ont cru globalement de 5% et enregistre plus de 49% de filles.

L'examen des profils de scolarisation et de rétention a révélé, selon cette même étude UNESCO-BREDA:

- une forte déperdition sur l'ensemble des deux cycles du fondamental: L'amélioration dans chacun de ces cycles ne semble pas être imputable à une amélioration de la rétention en cours de cycle mais à une amélioration quantitative de l'accès.
- une absence de régulation entre les deux cycles. "La transition entre les deux cycles résulterait plus du mouvement général d'abandons observés tout au long des neuf années d'enseignement fondamental que d'une réelle politique de régulation des flux visant une amélioration substantielle de l'achèvement du primaire"
- absence d'une évolution au secondaire.

Il faut noter que ces dernières années, dans le même sillage, plus d'un malien sur 4 n'entrent jamais à l'école et près de 6 maliens sur 10 ne finissent pas le premier cycle de l'enseignement fondamental pour cause d'abandons. Le deuxième cycle subit quasiment les mêmes problèmes avec des taux de redoublements non moins importants. Par ailleurs, il faut noter que la transition du fondamental vers le secondaire semble être mieux contenue, même si les abandons et les redoublements y sont aussi importants. Parmi les facteurs qui influent sur l'accès à l'école, on compte d'une part, ceux directement liés à l'offre scolaire tels que la distance à l'école, le calendrier scolaire, etc. et d'autre part, ceux plus fondamentalement liés à la demande d'éducation, notamment le revenu des ménages, les caractéristiques des parents et celles des enfants. Tous ces facteurs jouent un rôle déterminant dans la scolarisation des

jeunes filles et garçons que l'on qualifie de mauvaise qualité. Comme l'indique Pigozzi (2003)<sup>7</sup> "en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle, (...) la tendance est à une éducation allant au-delà du simple apprentissage des principes fondamentaux: lire, écrire et calcul". De plus en plus, le lien entre l'éducation ou la formation et l'insertion socioprofessionnelle semble être au cœur des critères d'appréciation de sa qualité, notamment dans un contexte où l'analyse des trajectoires de formation révèle encore des défis en matière de maintien des jeunes à l'école et de qualification.

L'examen des résultats de l'enquête de base du Chantier-Jeunes, permet de dresser la situation de l'éducation et de la formation des jeunes maliens, à travers leurs trajectoires de formation et d'activités, en faisant ressortir les différences entre les hommes et les femmes.

- **Répartition des jeunes selon le niveau d'études atteint et le genre**

Il ressort à travers nos données la confirmation des inégalités de chances entre les hommes et les femmes au Mali, même en milieu urbain bamakois. Les filles demeurent plus nombreuses que leurs homologues masculins parmi les non scolarisés et parmi ceux qui n'ont même pas terminé l'école primaire. A l'inverse, elles sont moins représentées au fur et à mesure qu'on avance dans la pyramide du système éducatif. En effet, comme on le voit avec d'autres études, « les acquisitions scolaires des filles jusqu'en 6<sup>e</sup> année sont très faibles et entraînent un analphabétisme de retour » (Filion et Diarra, 1997)<sup>8</sup>. Cette situation induit alors une remise en cause des avantages attendus de la scolarisation, d'autant plus que peu de filles poursuivent leurs études au-delà du 1<sup>er</sup> cycle (Lange, 2003)<sup>9</sup>. Le problème du maintien des filles se pose avec acuité et montre à quel point le niveau d'inscription atteint avec les campagnes de SCOFI<sup>10</sup> n'est pas suffisant à promouvoir l'égalité des chances à l'école.

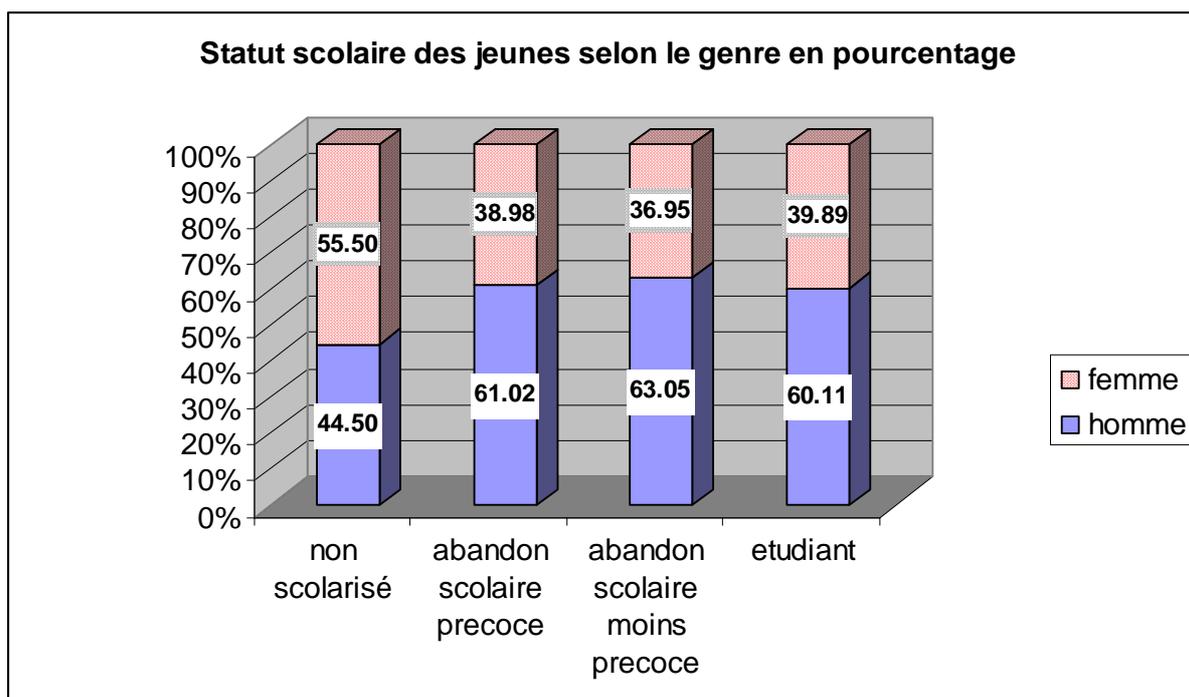
---

<sup>7</sup> Pigozzi Mary Joy, Qu'est ce que la qualité? Lettre de l'ADEA, UNESCO, octobre – décembre 2003

<sup>8</sup> FILION Louise et DIARRA Idrissa (avec la collaboration N'DIAYE Faoumata et SANOU Salina), 1997. *Mali. Status report; Knowledge Base of Girls' Education*, Institute for International Research Consortium, septembre, 13 pages + annexes

<sup>9</sup> Lange Marie-France, Inégalités de genre et éducation au Mali, Education for All Global Monitoring Report 2003/4, *Gender and Education for All: The Leap to Equality*

<sup>10</sup> Scolarisation des filles

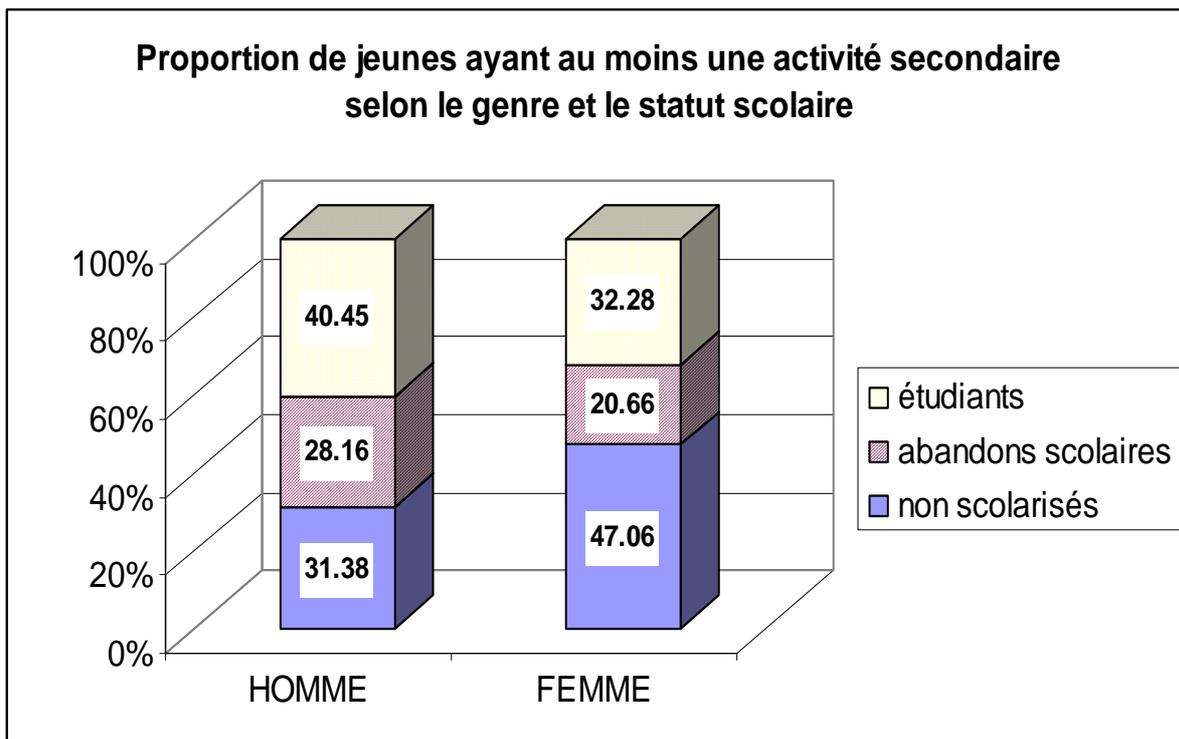


**Source:** Chantier – Jeunes, Mali 2002

Les hommes restent le plus longtemps à l'école que les femmes et aussi sont donc, le plus souvent encore en études. Au niveau de notre échantillon, on constate déjà une proportion non négligeable d'abandons scolaires, mais plus fréquemment chez les hommes que chez les femmes. On serait tenté d'imaginer que la faible proportion des femmes au niveau du secondaire explique l'écart entre les deux sexes.

En outre, il faut remarquer la plupart des jeunes déclarent avoir au moins une activité secondaire, en marge de l'activité principale exercée. Chez les hommes, ils sont plus nombreux parmi ceux qui sont encore en études (plus de 40%) et chez les non scolarisés. Ce résultat pourrait amener à se demander si cette pratique de masculine n'est-elle pas une stratégie de survie bien ancrée parmi les défavorisés ? La réponse serait négative d'autant que les jeunes sont majoritairement non rémunérés pour l'activité secondaire exercée. Alors, cette dernière serait-elle une opportunité de formation professionnelle pendant les congés scolaires ? Chez les filles, c'est plus parmi les non scolarisées que l'on retrouve celles qui ont exercé au moins une activité secondaire (47%) puis au niveau des étudiantes (32%). Pour les filles non scolarisées en général ménagères, l'activité secondaire est en général le commerce de détail.

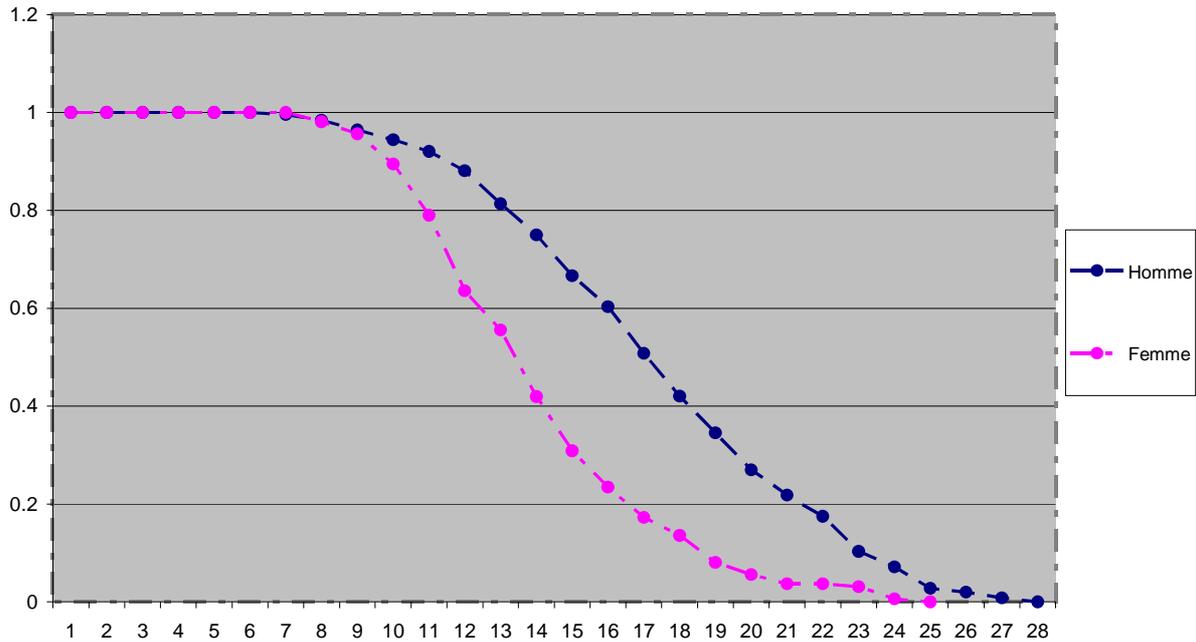
Si chez les hommes la distribution des jeunes ayant une activité secondaire est quasiment égale au niveau des groupes d'âge, on note que ce sont plutôt les jeunes filles âgées de 16-19 ans qui sont les plus nombreuses à en avoir.



- **L'âge à la sortie de l'école**

Plusieurs raisons sont énoncées pour expliquer cet écart entre homme – femme, et pour Zoungrana et Marcoux (1999) "les proportions de filles qui participent à ces activités augmentent avec le niveau scolaire alors que la tendance inverse s'observe pour les garçons », diminuant les possibilités des filles de s'investir dans des tâches scolaires et donc amenuise leurs chances de réussite et de poursuite des études. Selon notre analyse de l'âge à la sortie de l'école, les filles quittent l'école à 13 ans, plus tôt que les garçons, c'est-à-dire près de 5 ans avant ces derniers. L'appartenance à un quartier donné, le niveau de vie ou alors l'ethnie ne se distinguent pas clairement les deux sexes.

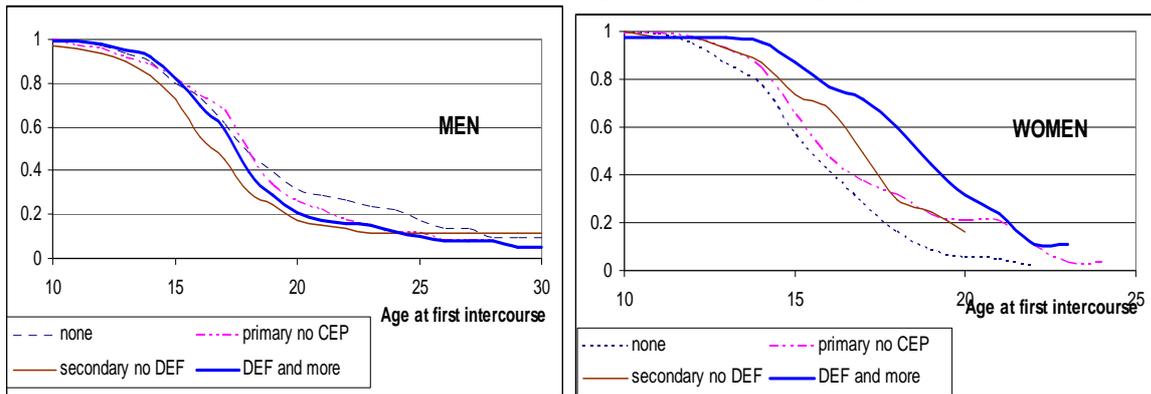
L'âge à la sortie de l'école selon le sexe



• **L'éducation des filles: risques et/ou opportunités**

Les analyses du Chantier-Jeunes ont montré dans bien des aspects que l'éducation joue bien un rôle de promotion sociale, notamment chez les filles et de facteur de risque pour les garçons. Ainsi, en analysant l'influence de la scolarisation sur l'entrée dans la sexualité, on trouve que plus le niveau d'éducation des filles est élevé, plus la pratique de la sexualité se faisait plus tardivement SAUVAIN & al.(2007)<sup>11</sup>.

Age at first intercourse by level of schooling in Bamako, segregated by sex



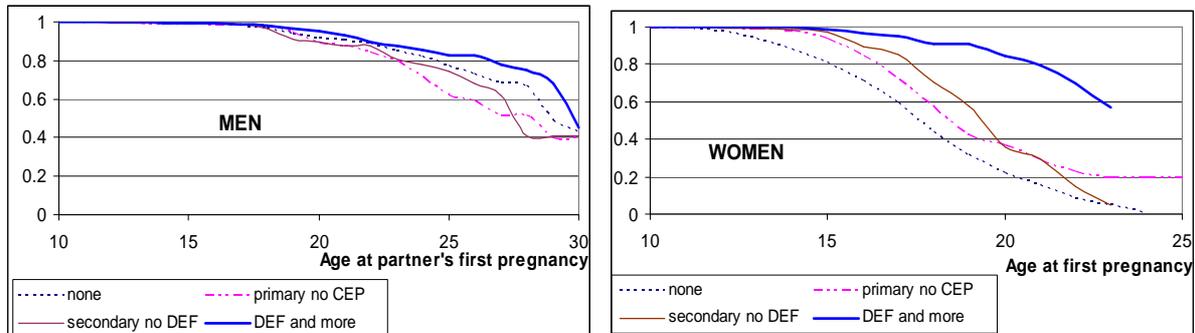
**Source:** Sauvain C., Gakou B, Dieng AW, 2007

Chez les femmes, les études semblent être un facteur d'accroissement des opportunités de formation et de promotion sociale, alors que chez les hommes, ce sont ceux qui ont des niveaux plus élevés qui commencent plus tôt leur sexualité. Même si chez les hommes la

<sup>11</sup> Sauvain –Dugerdil Claudine, Gakou Bassoutoura, Dieng Abdoul Wahab, avec la collaboration de Ritschard Gilbert et Lersch Mathias, The start of the "sexual transition " in Mali: risks and opportunities, International Seminar on Sexual and reproductive Transitions of adolescents in developing countries, Cholula, Mexique, 2006

relation est moins significative que chez les femmes, on peut bien admettre pour eux, une exposition plus longue aux risques liés à leur santé sexuelle. La tendance remarquée chez les femmes se confirme avec l'analyse de l'influence de la scolarisation sur l'entrée dans la procréation. C'est toujours celles qui sont les plus formées qui enregistre un retard dans leur calendrier reproductif. Ce qui permet d'allonger leur période de formation ou de les compter parmi les plus vulnérables face aux comportements néfastes.

**Age at first pregnancy (partner's pregnancy) by level of schooling**



**Source:** Sauvain C., Gakou B, Dieng AW, 2007

Il apparaît aussi que le début de la dissociation entre sexualité et procréation est chez les femmes, se retrouve chez celles qui ont des ressources solides de survie et un niveau d'éducation élevé. Là également, l'atteinte d'un niveau d'étude élevé diffère l'entrée dans la procréation qui peut être un frein ou un obstacle à la formation. L'éducation joue réellement un facteur d'opportunité pour les jeunes femmes.

D'autre part, à travers les analyses des trajectoires migratoires des jeunes indépendamment du sexe (Diallo, Ahmadou, Keïta, 2007)\*, on a identifié le départ de chez les parents comme étant une étape pouvant réduire les opportunités des jeunes. Ainsi il apparaît que les enfants qui ont quitté leurs parents précocement sont plus souvent non scolarisés ou d'avoir une durée de séjour à l'école assez courte. Ceux qui ont fait des études plus longues sont le plus souvent parmi ceux qui ont quitté leurs parents tardivement.

Ces exemples montrent à bien des égards le rôle de l'éducation des jeunes dans leur promotion sociale en terme d'opportunités. En outre, en l'absence d'éducation, les jeunes sont exposés à des risques réels tels que: le difficile accès à la qualification, l'exposition aux dangers liés à la sexualité et/ou à la grossesse précoces, etc. D'autres études (Konaté, Guèye, 2003)<sup>12</sup> montrent que d'autres facteurs comme la contribution des jeunes aux tâches ménagères, les enfants habitués à entreprendre des activités monnayées ou rémunérées, sont ceux-ci qui ont tendance à abandonner l'école au profit de cette activité.

**Source:** Chantier – Jeunes, Mali 2002

La reconstitution des trajectoires de vie des jeunes femmes et hommes servira ainsi de voir ce qu'ils font en quittant l'école et oblige à réfléchir sur les justifications possibles de cette transition de l'école vers l'activité professionnelle.

\*Diallo Hafsatou, Ahmadou Assékou, Keïta Moussa K, Mobilité résidentielle durant l'enfance : facteur de vulnérabilité pour l'entrée dans la vie adulte? Etude de cas à Bamako, Mali, A paraître à la Chaire Quételet 2007

<sup>12</sup> Mamadou Kani Konaté, Mamadou Guèye, Théodore Nseka Vita, Scolarisation des enfants au Mali selon le profil des ménages et l'étude de leur maintien à l'école, UNESCO, 2003

## **L'entrée en activité des jeunes: une affaire de "classe sociale"?**

L'analyse des données biographiques du Chantier-Jeunes portant sur le module des activités principales exercées par les jeunes durant leur existence jusqu'au moment de l'enquête, montre une diversité des situations entre les hommes et les femmes, mais aussi entre des jeunes d'un même sexe. Les catégories d'activités sont :

- sans activités
- ménage ou travail domestique
- indépendants/ouvriers/employés
- artisans /apprentissage
- commerce
- formation.

La reconstitution des trajectoires de formation et d'activités a permis de classer selon leur similarité, les garçons et les filles en 4 groupes chacun. Nous retrouvons chez les garçons:

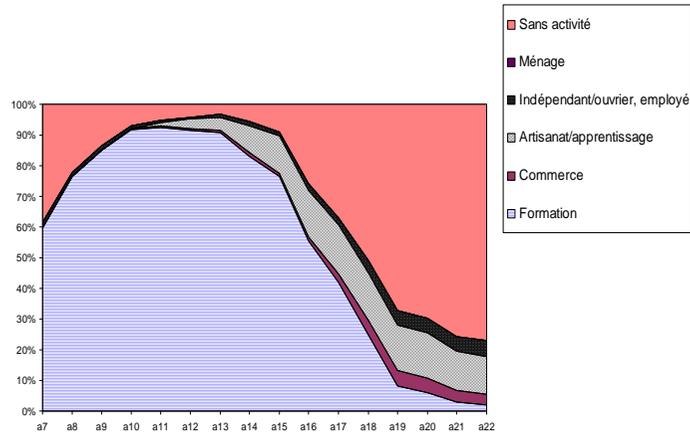
- ceux qui ont eu des études courtes
- les travailleurs
- les artisans
- ceux qui ont eu des études longues

Chez les filles on a:

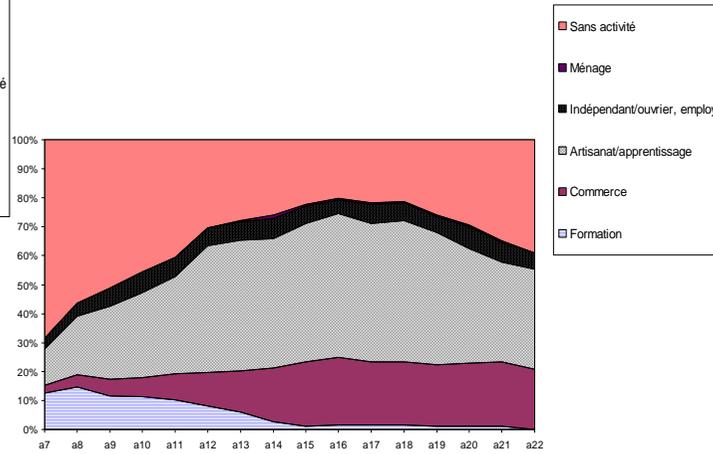
- les travailleuses
- les ménagères
- celles qui ont eu des études courtes
- et celles qui ont eu des études longues.

# Trajectoires des hommes

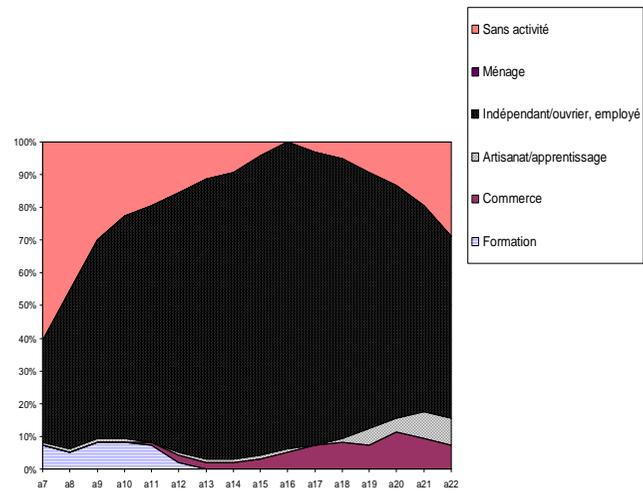
Etudes courtes Homme (N=360)



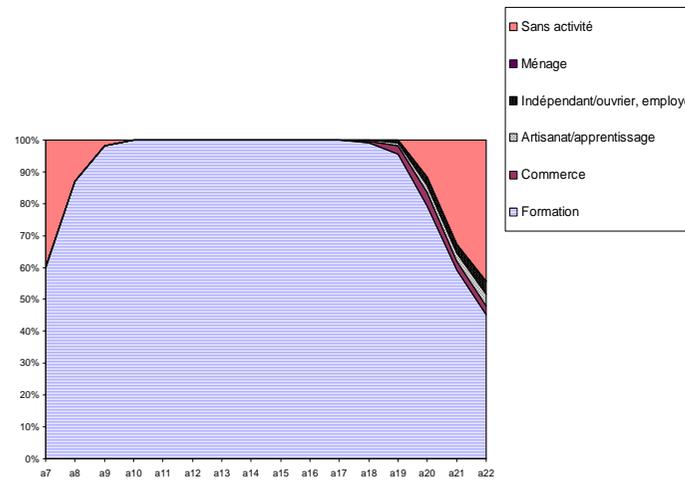
Travailleurs précoceset sans activités Homme (N=197)



Artisans Homme (N=97)

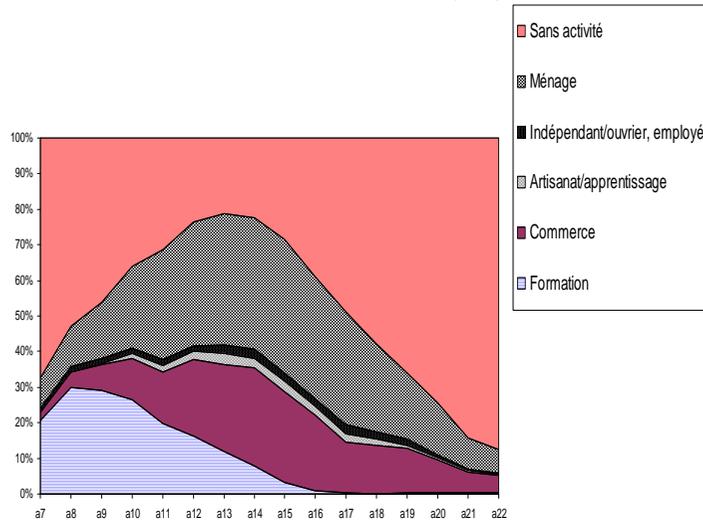


Etudes longues Homme (N=223)

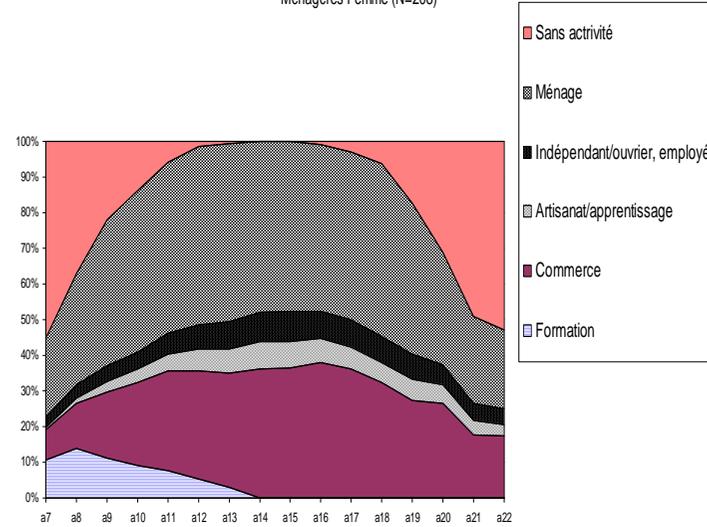


# Trajectoires des femmes

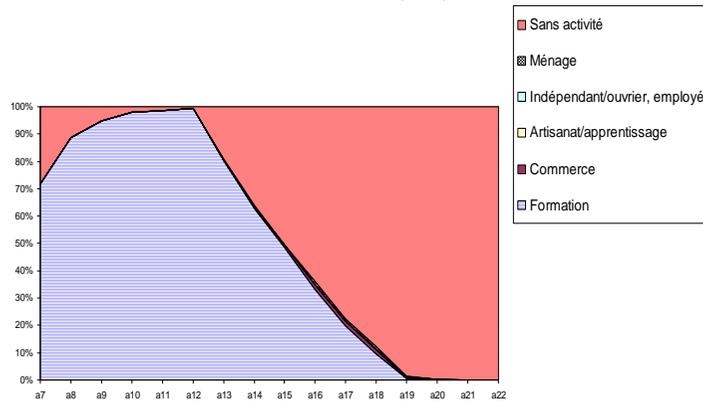
Travailleuses et sans activités Femme (N=305)



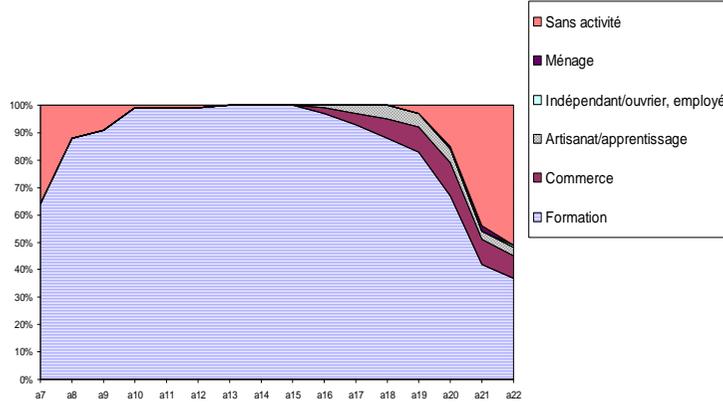
Ménagères Femme (N=208)



Etudes courtes Femme (N=329)



Etudes longues Femme (N=100)



L'examen de ces graphiques révèle à première vue les options traditionnelles des filles par rapport à celles des garçons. Les études, le commerce et les activités ménagères ou domestiques occupent les premières alors, les trajectoires sont partagées entre l'apprentissage, l'artisanat et les études. En outre, les inégalités entre les deux sexes en matières de formation semblent se confirmer. Il y'a beaucoup plus de jeunes garçons ayant fait des études longues que les filles (223 contre 100) et les activités à orientation "apprentissage" restent plus masculines.

Les entretiens réalisés par la suite par Tiéman Coulibaly en 2005 nous permettent de voir que la plupart des jeunes travaillant dans le secteur informel sont entrés dans leurs métiers par l'intermédiaire d'un parent ou d'un ami (88/105). Ils sont globalement des non scolarisés ou des déscolarisés (23/24) précoces (ayant abandonné l'école au niveau de l'enseignement fondamental); Alors qu'on a chez les garçons interrogés dans le cadre des entretiens de 2005, 65/76.

En appliquant la régression logistique simple à notre analyse, on a essayé de voir la probabilité d'appartenir à un groupe donné par rapport aux autres, notamment en testant l'effet :

- de la cohorte de naissance
- de la mobilité résidentielle : il s'agit là de l'intensité de la mobilité résidentielle qu'on a essayé d'appréhender à travers le nombre d'événements de déménagements connu à l'intérieur comme à l'extérieur de Bamako
- du niveau de vie : Cette variable a été obtenue à partir des informations disponibles sur le type d'habitat, les équipements disponibles, etc. au niveau du ménage
- du niveau d'éducation atteint
- et de du statut de rémunération, indiquant si le jeune perçoit un salaire ou non et à quelle proportion (basse, moyenne (dépassant le SMIG)).

### **Ainsi, chez les garçons:**

1- La probabilité d'appartenir au groupe des travailleurs est fortement liée au statut scolaire. Ils sont le plus souvent parmi les non scolarisés et parmi ceux qui ont connu au moins un déménagement dans leur parcours résidentiel. Les conditions de vie défavorables (niveau de vie bas) jouent également un rôle même marginal. En outre, l'acquisition d'un salaire semble être un mobile de ceux qui sont travailleurs d'autant qu'ils sont le plus souvent parmi ceux qui gagnent un salaire moyen (environ 3000 à 5000 Cfa/jour). Ce résultat pourrait aller dans le sens de ceux qui pensent que la propension des jeunes d'aller travailler est dictée plus par une logique de subsistance.

2- Le groupe des artisans, est le plus souvent composé de jeunes défavorisés très jeunes (les adolescents), de non scolarisés, de ceux qui sont de niveau de vie bas et ceux qui ont eu au moins un déménagement. Là aussi, l'acquisition d'un salaire moyen augmente la probabilité d'être dans ce groupe. Ce qui laisse supposer une relation adéquate entre l'apprentissage à ce métier et sa finalité, qui est d'avoir des ressources de subsistance, particulièrement imbu de sens dans un pays où l'artisanat figure parmi les métiers les plus importants.

3- Quant au groupe des études longues, il est plus souvent constitué par les adolescents, les détenteurs de DEF ou d'autres diplômes reçus après le DEF (Brevet Technique professionnel ou supérieur, baccalauréat, diplôme supérieur) et ils sont aussi souvent non salariés. Alors que au niveau du groupe des études courtes, l'obtention du DEF augmente la probabilité d'y être ainsi que le fait de ne pas avoir une rémunération ou un salaire. Cela signifie en d'autres termes qu'on retrouve dans le groupe des études longues ce qu'on pourrait appeler les "partisans de l'école" ou simplement les privilégiés, qui y font carrière en vue de l'obtention

de diplômes avancés. Par ailleurs, dans le groupe des études courtes figurent les jeunes qui sont plus jeunes, et s'arrêtent au secondaire soit par abandon, soit parce qu'ils sont encore en étude à ce niveau. La non rémunération de ces jeunes indiquerait qu'on affaire des écoliers classiques (ayant comme activité principale que les études).

Globalement pour les garçons, ce sont les adolescents qui sont le plus souvent dans les différents groupes. La mobilité résidentielle joue un rôle que pour les travailleurs et les artisans.

### **Chez les filles:**

1- Contrairement aux garçons, les filles travailleuses sont le plus souvent parmi les jeunes adultes (20-24 ans) et non parmi les jeunes (16-19 ans). En revanche, comme pour les garçons ce groupe est le plus souvent composé de non scolarisées (la probabilité est 3 fois plus élevée d'être dans ce groupe). On constate étonnamment un léger effet du niveau de vie dans ce groupe. Le fait d'avoir eu au moins un déménagement au cours de l'existence joue également un rôle important dans la reconversion dans le travail. Seulement, à l'inverse des jeunes garçons l'absence de rémunération peut se justifier par le fait qu'un bon nombre de ces filles déclarent le travail domestique comme activité principale. Il s'agirait des jeunes filles qui s'occupent essentiellement de certaines tâches quotidiennes dans leurs familles (préparation des mets, nettoyage, vaisselle, lessive, etc.) ou de jeunes adultes mariées, s'occupant pleinement de leurs tâches domestiques.

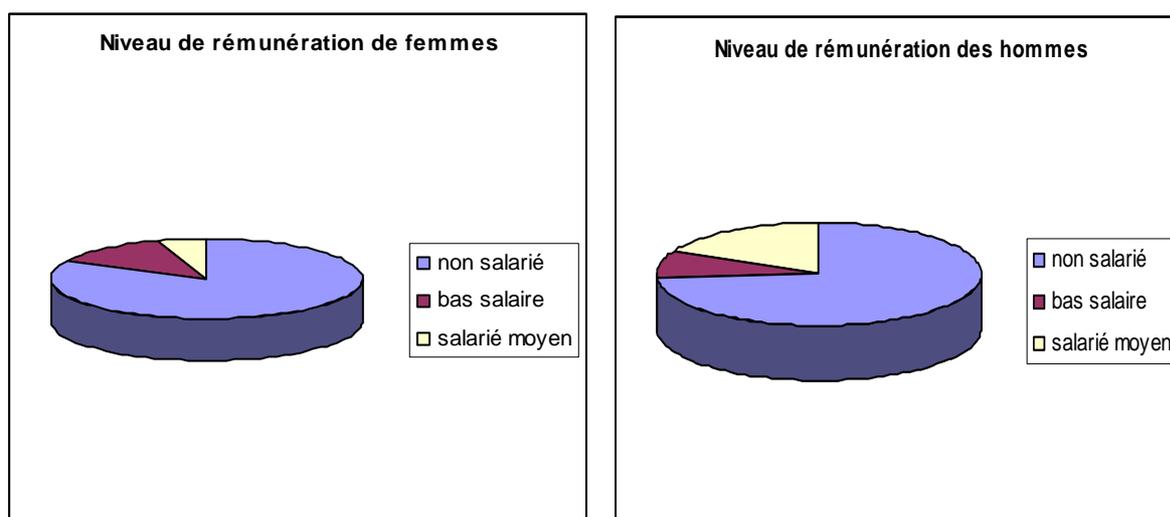
2- Cette dernière remarque justifierait peut être le fait que parmi celles qui appartiennent au groupe des ménagères figurent les plus jeunes (moins de 16 ans) et 4 fois plus les plus âgées. Ce groupe présente une certaine hétérogénéité du point de vue de ses constituantes: Même si on y retrouve beaucoup plus souvent des non scolarisées, nos résultats montrent aussi la part non négligeable des plus jeunes; ensuite quant à l'effet de la mobilité résidentielle, il est très net et augmente avec l'intensité: plus on a connu d'événements de déménagement, plus la probabilité est grande d'être parmi les ménagères. Enfin, quant au salaire, elles restent le plus souvent non salariées, donc plus orientées vers l'utilité familiale, mais on constate que l'acquisition de salaire y joue un rôle important. Ce qui peut laisser penser à la présence de filles migrantes-domestiques, dont le seul mobile est de gagner des ressources pouvant permettre la constitution de leurs trousseaux de mariage et de la présence de commerçantes comme on le voit sur le graphique.

3- A l'instar des jeunes garçons, la probabilité d'appartenir au groupe des études courtes, augmente très significativement avec l'effet de la cohorte de naissance mais aussi de l'âge au moment de l'enquête. On y retrouve le plus souvent des moins âgées. Par contre, elles sont le plus souvent sans diplômes parce que entamant la sortie de l'école dès l'âge de 13 ans (avant la fin du primaire contrairement aux garçons). L'effet de l'intensité de la mobilité résidentielle étant non significatif chez les hommes, il augmente chez les filles la probabilité d'avoir des études courtes.

4- Quant à l'appartenance au groupe des études longues, un résultat allant dans le sens des différences homme/femme est qu'on retrouve là le plus souvent des filles plus âgées et non des moins âgées comme c'est le cas des garçons. Il y'a 4 fois plus de chance d'y être si on est parmi les plus âgées. Cela voudrait-il dire que quand elles font carrière dans les études, les filles y restent plus tardivement? On serait tenter de répondre à l'affirmative en l'illustrant, entre autres, par le fait que même si le test avec le niveau de vie est statistiquement non significative, on constate une augmentation de la probabilité chez celles issues de milieux favorisés (niveau de vie élevé). Il y'a aussi le fait qu'elles sont le plus souvent parmi celles qui ont obtenu le DEF ou d'autres diplômes après DEF. Celles qui ont ces diplômes ont une probabilité 7 fois plus grande de rester le plus tard possible dans les études.

5- En se demandant la place qu'occupe le travail rémunéré dans la bifurcation ou la transition des jeunes vers le travail, on avait pour objectif de voir parmi les différents profils élaborés, qui sont ceux qui ont fait le choix de rechercher des ressources de subsistance?. En effet, on a constaté que les hommes appartenant aux groupes des études courtes et longues ainsi que les filles travailleuses, n'ont aucune rémunération. Comme indiqué plus haut, cela peut être expliqué par le fait que les filles travailleuses sont majoritairement des filles au foyer, assumant les tâches domestiques quotidiennes en tant que jeunes mariées ou en tant qu'aide à la mère. Chez les hommes, il pourrait s'agir d'étudiants classiques qui n'ont qu'à étudier. La rémunération est statistiquement non significative pour les filles en études courtes ou longues, contrairement aux garçons qui déclarent n'avoir aucun salaire. Il faut simplement noter que chez les filles du groupe ménagères et chez les hommes du groupe des travailleurs, figurent autant des non salariés que des salariés pour les raisons évoquées ci-dessus.

Globalement, les jeunes exercent des activités non rémunérées (74% d'hommes contre 82% de femmes). En revanche, c'est au niveau des hommes que nous remarquons une importance plus grande du salaire, notamment chez les travailleurs et chez les artisans. Cet état de fait permet de corroborer notre hypothèse relative à la bifurcation de l'école vers le travail pour un objectif de qualification et ensuite d'insertion professionnelle. D'ailleurs, le groupe des travailleurs est plus dominé par des actifs dans l'artisanat. Les filles elles ont le graphique suivant qui montre bien le niveau de rémunération des filles et des garçons:



## DISCUSSION

1- Ces différents constats nous incitent à avancer que ceux-ci (artisans, travailleurs) ont eu à faire des choix fondamentaux en passant un temps assez bref à l'école avant de se lancer dans le métier. Comme indique Farvaque (2004)<sup>13</sup>, "L'insertion dans l'emploi est un processus dynamique" qu'il faut appréhender du point de vue de la liberté de choix des individus et de leur espace de possible, constitué par l'ensemble des opportunités offertes par les acteurs du marché du travail ainsi que les jugements de ces acteurs sur les personnes concernées. Seulement, dans le contexte urbain malien où l'écart entre les intentions politiques et la situation des jeunes en matière de qualification et d'emploi se creuse, on se demande si les jeunes ont vraiment ce que Amartya SEN désigne par "Real freedom of

<sup>13</sup> Farvaque Nicolas, Oliveau Jean- Baptiste, L'insertion des jeunes peu diplômés dans l'emploi: Opportunités de choix et contraintes. L'approche par les capacités d'A. SEN comme grille de lecture des trajectoires d'insertion, Document de travail - Series Règles, Institutions, Conventions, N°04-11, 2004

choice" pour atteindre le développement des capacités? L'école étant de plus en plus chère et victime de son image ternie par la faiblesse de ses rendements mais aussi son inadaptabilité avec le marché du travail, se mettre tout de suite dans un corps de métier pour se former, se qualifier et gagner sa vie, ne semble-t-il pas un raccourci au cœur du dilemme des parents et des élèves eux-mêmes partagés entre le besoin d'être scolarisés et la nécessité d'avoir une qualification pouvant sécuriser la survie? Il ne fait aucun doute que généralement l'importance de la scolarisation n'est pas remise en cause, mais c'est surtout son utilité et sa qualité qui le sont. L'obligation économique pourrait devenir là une opportunité pour les jeunes. En outre, si on a vu au début de ce texte, que l'Etat malien tente d'apporter une réponse à la demande de formation professionnelle avec le soutien de ses partenaires, il n'en demeure pas moins qu'il pose exactement les mêmes problèmes que l'école: sélection des entrants, frais de scolarité pas à la portée des défavorisés et saturation du marché déjà peu absorbant du fait du manque de diversification des formations proposées. L'exemple de SWISSCONTACT, une ONG suisse est peut-être un modèle à diffuser comme une solution possible. Ce modèle dit de formation type dual s'appuie sur un processus d'appropriation progressive fondée sur deux pôles d'acteurs :

- Les institutions de l'Etat
- Les institutions privées constituées principalement par les organisations de professionnelles et les centres de formation
- Les bénéficiaires directs étant les artisans au cours de leur parcours professionnel passant de l'apprenti au patron chef d'atelier.

La formation de type dual a eu un impact global positif au sein des apprentis et des patrons. Au niveau des apprentis cet impact se mesure par le niveau de leurs responsabilités du fait de leurs compétences acquises au sein des ateliers quand ils sont en compagnonnage avec leurs anciens patrons ou avec de nouveaux patrons. Le développement des compétences des apprentis a conduit à une meilleure organisation des ateliers. Au niveau des patrons qui ont été formés dans le cadre de la formation de type dual, l'engouement à inscrire leurs apprentis et à insister auprès des amis pour faire de même est notable. D'une manière générale de nombreux patrons prennent la décision d'inscrire leurs apprentis en formation, de supporter entièrement ou en partie les frais. Les enquêtes (surtout qualitatives) révèlent les effets positifs sur le chiffre d'affaires pour les patrons, et sur les revenus pour les patrons et les apprentis.

Le grand engouement affirmé semble cependant tempéré par certaines observations sur le terrain : la demande de formation des apprentis reste globalement faible et inférieure à l'offre. Les résultats quantitatifs obtenus au cours des treize années de mise en œuvre de la formation de type dual, n'ont pas encore réussi à changer le profil de la formation par apprentissage au Mali : la formation de jeunes apprentis continue de se développer suivant l'approche traditionnelle (Ndiaye & Thieba, 2004)<sup>14</sup>.

2- On avance sans réserve qu'on tend progressivement vers une société alternative des jeunes. Si avant les décisions portant sur le choix de types de formation émanait exclusivement aux autorités familiales (père, mère, oncle, grand frère, etc.), de nos jours, on constate à travers nos échanges avec les jeunes de quartiers défavorisés, une réelle prise en main de leur destin. On était frappé de voir que certains parents étaient incapables de nous dire ce que faisaient leurs enfants. Les jeunes notamment garçons s'investissent dans l'auto promotion en vue de se réaliser professionnellement, économiquement et socialement. Qui plus est, la recrudescence d'activités ludiques payantes (soirées dans des boîtes de nuits de plus en plus modernisées qui prolifèrent, dégustation dans des salons de pâtisserie, etc.) rend la quête de ressources financières à travers une activité plus que nécessaire pour les jeunes.

---

<sup>14</sup> Ndiaye Aysatou, Thieba Daniel, Etude d'impact de la formation professionnelle de type dual du PAA, Swisscontac Mali, 2004

3- Il nous semble important de signaler à la fin cette étude que notre interrogation portant sur le lien entre la présence d'acteurs informels dans l'environnement des jeunes (quartiers, communes) et la propension de ces derniers à quitter l'école pour un métier, n'est pas fortuite. En effet, dans la deuxième phase de notre projet de recherche Chantier - Jeunes, nous nous sommes orientés vers une enquête dite institutionnelle pour mieux voir les ressources dont disposent les jeunes dans leurs contextes et leurs propres représentations. Une des facettes de cette recherche qualitative est d'étudier ce que les acteurs locaux proposent aux jeunes pour améliorer leurs conditions au niveau de la formation, de l'éducation, des loisirs, de la santé, etc. Le travail d'inventaire des acteurs dans nos zones d'études nous a permis de savoir qui sont les acteurs présents et dans quels domaines d'activités et finalement de voir une nette représentativité des corps de métiers de l'informels, servant potentiellement de cadre de formation et d'insertion professionnelle aux jeunes: il s'agit des menuiseries métalliques et ébénistes, des garages de mécaniciens, des cordonniers, des commerçants (il y'a une prolifération de centres commerciaux tels que les marchés, les télé centres, les cybercafés, les boutiques d'alimentation, de points de vente d'essence devant les maisons), des ateliers de couture, de groupements d'intérêt économique actifs dans l'assainissement, le nettoyage, etc.

Nous postulons que face à une école en crise et l'ampleur des pressions sociales par rapport à la contribution des jeunes dans l'entretien du ménage, la présence de ces acteurs dans des zones défavorisées peut avoir comme conséquences:

- de convaincre ceux que l'école accroche encore que le diplôme n'assure plus l'insertion: la plupart des gens appartenant au groupe des travailleurs et des artisans sont non scolarisés et gagnent un salaire permettant de survivre. Cela peut avoir un effet de contagion pas négligeable dans ce type de contexte.
- nombreux sont les parents qui pensent comme le chef de quartier de Niaréla, qu'il faut que "les jeunes apprennent un métier" pour trouver une substitution à l'école qui ne donne "aucune qualification".

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Diakité Drissa, La crise scolaire au Mali, in Nordic Journal of african studies 9(3), 2000, pp.6-28
- Diallo Hafsatou, Ahmadou Assékou, Keïta Moussa K, Mobilité résidentielle durant l'enfance : facteur de vulnérabilité pour l'entrée dans la vie adulte? Etude de cas à Bamako, Mali, A paraître à la Chaire Quételet 2007
- Diallo Koura, L'influence des facteurs familiaux, scolaires et individuels sur l'abandon scolaire des filles en milieu rural, de la région de Ségou (Mali), Thèse de Doctorat (Ph.D.) Université de Montréal, Spécialité Sciences de l'Education, 2001, 391p.
- Farvaque Nicolas, Oliveau Jean- Baptiste, L'insertion des jeunes peu diplômés dans l'emploi: Opportunités de choix et contraintes. L'approche par les capacités d'A. SEN comme grille de lecture des trajectoires d'insertion, Document de travail - Series Règles, Institutions, Conventions, N°04-11, 2004
- FILION Louise et DIARRA Idrissa (avec la collaboration N'DIAYE Faoumata et SANOU Salina), *Mali. Status report; Knowledge Base of Girls' Education*, Institute for International Research Consortium, septembre, 1997,13 pages + annexes
- Institut International de Planification de l'éducation (IIEP), Promouvoir le développement des compétences, Rapport séminaire interrégional sur: Contribution à la conception et à la mise en œuvre de plans de développement des compétences pour l'éducation pour tous: développer les compétences pour répondre aux besoins éducatifs des exclus. Paris, 2004
- Lange Marie-France (sous la direction de), L'école et les filles en Afrique. Scolarisation sous conditions, Paris, Editions Karthala, 1998,254p.
- Lange Marie-France, Inégalités de genre et éducation au Mali, UNESCO, Education for All Global Monitoring Report - Gender and Education for All: The Leap to Equality, 2003, 31p.
- Lange Marie-France, L'école au Togo. Processus de scolarisation et institution de l'école en Afrique, Paris, Karthala, 1999, 337p.
- Lange Marie-France, L'évolution des inégalités d'accès à l'instruction en Afrique depuis 1960, Colloque International Genre, Population et Développement en Afrique, UEPA/UAPS, INED, ENSEA, IFORD, Abidjan, 16-21 juillet 2001, 20p.
- Mamadou Kani Konaté, Mamadou Guèye, Théodore Nseka Vita, Scolarisation des enfants au Mali selon le profil des ménages et l'étude de leur maintien à l'école, UNESCO, 2003
- Sauvain-Dugerdil Claudine, Gakou Bassoutoura, Dieng Abdoul Wahab, avec la collaboration de Ritschard Gilbert et Lersch Mathias, The start of the "sexual transition " in Mali: risks and opportunities, International Seminar on Sexual and reproductive Transitions of adolescents in developing countries, Cholula, Mexique, 2006
- UNESCO, Promouvoir le développement des compétences, Rapport du séminaire interrégional Contribution à la conception et à la mise en œuvre de plans de développement les compétences pour l'éducation pour tous: développer des compétences pour répondre aux besoins éducatifs des exclus, Paris, 22-23 janvier 2004
- Ndiaye Aysatou, Thieba Daniel, Etude d'impact de la formation professionnelle de type dual du PAA, Swisscontac Mali, 2004
- Pigozi Mary Joy, Qu'est ce que la qualité? Lettre de l'ADEA, UNESCO, octobre – décembre 2003

## ANNEXE 1: Récapitulatif régression HOMME

VARIABLES	Etudes courtes	Travailleurs	Artisans	Etudes longues
Coho1 (ado)	13.066***	.728 NS	.300 ***	.045***
Coho2 (jeunes)	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Coho3(jeunes adultes)	1.437 NS	.668 NS	1.363 NS	.866
Nonscol	.019***	13.003***	14.466***	.023***
Nivfaible	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Defplus	.135***	.000 NS	.101**	19.322***
Pasdem	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Undem	.871 NS	.488***	4.050***	.719 NS
Demplus	1.586 NS	.673 NS	1.608 NS	.668 NS
Nivbas	1.217 NS	.610*	1.854*	.839 NS
Nivmoyen	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Niveeleve	.989 NS	.717 NS	1.521 NS	1.062 NS
Nonsal	.580**	.370***	1.789 NS	3.904***
Bas_sal	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Sla_moyen	.604 NS	2.229***	.500**	1.368 NS
-2LMV	660182	557.234	386.273	433.935

## ANNEXE2 : Récapitulatif régression FEMME

VARIABLES	Travailleuses	Ménagères	Etudes courtes	Etudes longues
Coho1 (ado)	1.314 NS	.049***	11.344***	.000 NS
Coho2 (jeunes)	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Coho3(jeunes adultes)	.396***	4.076***	.000 NS	4.159***
Nonscol	3.477***	11.405***	.001***	.000 NS
Nivfaible	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Defplus	.120***	.054***	1.470 NS	7.833***
Pasdem	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Undem	1.757***	1.890**	.294***	.810 NS
Demplus	1.291 NS	3.001***	.122***	2.117*
Nivbas	1.170 NS	.985 NS	1.030 NS	.589 NS
Nivmoyen	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Niveeleve	.698*	.823 NS	1.561 NS	1.445 NS
Nonsal	.414***	2.307***	4.058 NS	1.727 NS
Bas_sal	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Sla_moyen	1.033 NS	2.668*	.373 NS	1.705
-2LMV	981.238	530.423	387.616	276.194